

Généralisation du port du masque à Bruxelles : non, ce n'est pas "la même chose pour tout le monde"

Nour Aïr,
professeur de français de l'enseignement secondaire à Bruxelles
www.rtb.be/... – 14 août 2020

Le port du masque est à présent obligatoire à Bruxelles. Non seulement dans les magasins, les cinémas et les théâtres. Non seulement dans les transports en commun, les rues commerçantes ou sur les places fréquentées du centre-ville. Mais dans l'ensemble des 19 communes de la capitale, des impasses de la rue de Flandres aux prairies du plateau Avijl en passant par le Rouge-Cloître.

"Cela a le mérite d'être clair" pour reprendre *les termes d'une élue qu'on ne contredira pas*. Qu'il soit en revanche permis de ne pas partager son enthousiasme au motif que ce soit "la même chose pour tout le monde". Non, décidément, il ne me prend pas l'envie d'applaudir à l'idée que nous n'aurons plus le droit de nous promener, de nous rendre au travail, d'aller faire nos courses ou de flâner avec des amis sans avoir le bas du visage masqué, quelle que soit l'affluence sur les trottoirs, l'heure du jour ou de la nuit et les moyens de transport envisagés. L'idée me glace que des actes aussi simples, naturels et nécessaires que s'embrasser, manger, boire, fumer ou chanter viennent d'être taxés d'illégalité sur la voie publique sans susciter d'autre réaction qu'un silence hébété.

Jardins, résidences secondaires... Mais qu'en est-il des autres ?

On m'objectera peut-être que c'est une question de bon sens, de proportionnalité et qu'il faut compter sur les forces de l'ordre pour une appréciation souple de la norme. Mais l'ordre qui vient de nous être intimé est d'une clarté limpide dans son dispositif ; *il ne souffre guère d'exceptions que celles, très restreintes, qu'il énumère*. Or, quoi qu'en pensent nos dirigeants, *ce n'est pas la même chose pour tout le monde*.

Certains auront encore le recours de se réfugier chez eux, de mener dans leurs résidences secondaires, dans leurs jardins ou sur leurs balcons, les moments de sociabilité jusqu'ici possibles dans l'espace public. Mais qu'en est-il des autres ? De ceux pour qui la vie sociale se fait essentiellement dans la rue ? Qui n'a remarqué au cours des derniers mois à quel point le masque altère les interactions, empêche la reconnaissance des expressions d'autrui, entrave la parole et décourage l'empathie ? Le masque n'est pas qu'un "petit geste", une mesure sanitaire bénigne dont toute remise en cause relèverait d'un individualisme criminel. Le masque est un mur très concret entre les êtres et je crains qu'il contribue de façon significative à la destruction des liens sociaux dans une société déjà divisée. Je crains qu'il parachève la disqualification, déjà largement entamée par la publicité et l'omniprésence des écrans, de l'espace public comme lieu de fabrication de la communauté. Je crains enfin, qu'il accélère singulièrement l'entreprise de dévalorisation du réel au profit du virtuel à l'œuvre dans nos sociétés, dans la même lignée que l'ensemble des mesures publiques prises pour lutter contre le Covid-19 depuis le mois de mars.

Je ne veux pas dire par là que les pouvoirs publics ont eu tort d'ordonner le confinement. Cette décision semblait la seule possible dans le contexte où elle a été prise. Ni même que le port du masque ne s'impose pas dans certains lieux publics très fréquentés et précisément déterminés. Mais je dis qu'une contamination nouvelle hebdomadaire sur 2000 personnes ne semble pas *intrinsèquement* de nature à justifier une mesure aussi attentatoire à nos libertés que l'interdiction de sortir à visage découvert, et que la même question de proportionnalité se pose quant à la condamnation de pans entiers de notre économie à une agonie programmée (je pense au secteur de l'événementiel, à l'arrêt, à ceux de l'horeca et de la culture tournant à moitié à vide).

Jusqu'à vivre comme des ombres ?

Il me semble également qu'il doit être permis de s'interroger en

commun sur la valeur de la vie humaine, puisque celle-ci nous est présentée comme la finalité de tous les sacrifices consentis. Jusqu'où irons-nous dans la prévention par crainte de la maladie et de la mort ? En toute cohérence avec les mesures actuelles – dont l'aspect le plus effarant est qu'elles ne s'assortissent d'aucune condition de temporalité – ne faut-il pas nous habituer à porter définitivement le masque dans les lieux publics en vue des épidémies futures ? Ne devons-nous pas prendre le pli de communiquer en vidéoconférence avec nos collègues, nos professeurs ou nos élèves, nos parents et nos amis de peur de les contaminer ? Jusqu'où sommes-nous prêts à aller dans l'abdication de nos libertés ? Jusqu'où dégraderons-nous la vie dans ses conditions pour la préserver dans son principe ? La mort est-elle à ce point effrayante que nous ayons à vivre comme des ombres ? Ne pouvons-nous préférer à ce sujet la vision d'Epicure ou de Montaigne à celle des transhumanistes ?

Il me semble simplement que ces questions sont trop graves pour se voir évacuées par des directives sanitaires autoritaires et gravement coercitives *au prétexte d'une urgence dont la réalité est de plus en plus contestée au sein du monde scientifique*. Il me semble que nos élus ont pris l'habitude depuis la crise du Covid-19 de traiter nos libertés avec une légèreté *incompatible avec le mandat dont nous les avons chargés*. Il me semble que des mesures dont le coût économique et social s'est déjà révélé si dramatique doivent à présent faire l'objet d'un débat public à défaut de mettre en péril les conditions de l'État de droit.

Je n'invoque pas d'autorité particulière pour m'exprimer de la sorte. Je ne suis ni épidémiologiste, ni statisticien, ni soignant. Je ne suis qu'un citoyen ordinaire. Mais devant l'absence totale de pluralité sur ces questions, que ce soit parmi nos gouvernants ou dans les médias, il me semble que c'est précisément mon devoir de citoyen que de prendre la parole, dans l'espoir que d'autres se reconnaîtront dans le malaise profond qui m'habite aujourd'hui quant à l'évolution de notre démocratie ; dans l'espoir que d'autres, s'il leur faut bien accepter aujourd'hui d'être sans visage, refuseront d'être sans voix.

Nour Aïr est professeur de français dans l'enseignement secondaire à Bruxelles.